

**SALON NATIONAL
DU CHEVAL
À TIARET**

Fantasia,
épreuves
équestres,
artisanat et...
waâda
traditionnelle

Très attendu, le Salon national du cheval prévu du 28 septembre au 1er octobre prochain suscite déjà un engouement auprès des adeptes du majestueux équidé.

Nombreux sont ceux qui ont manifesté leur désir d'être parmi les invités à cette fête qui s'annonce grandiose au vu des efforts titanesques déployés pour sa réussite. Des moyens humains et matériels remarquables ont été réquisitionnés depuis près de six mois pour ne rien laisser au hasard en termes d'organisation.

L'élaboration d'un planning de rencontres de coordination à raison de quatre fois par semaine, ponctuées par des visites des différents sites devant abriter les festivités culturelles et autres épreuves sportives dénote, si besoin est, de l'intérêt porté à cette manifestation laquelle est désormais institutionnalisée au grand bonheur de la population tiaretie.

Au chapitre communication, une panoplie de mesures ont été adoptées avec en prime la création d'un sit web permanent spécial Salon du cheval, la réalisation d'un spot publicitaire «télévisé», la confection d'un magazine et d'affiches illustrant l'événement...

Sur le plan financier, la contribution des opérateurs économiques aussi bien au niveau local que national est notable. Elle fait même la particularité du salon dans sa neuvième édition 2016 par rapport aux années précédentes dans la mesure où des «grosses pointures» ont favorablement réagi aux sollicitations de la wilaya.

Ainsi, outre la prise en charge des différents frais induits par la manifestation, ces sponsors s'annoncent plus que salutaires du fait de leurs retombées dans le «relooking» de certaines structures liées au développement et à la promotion du cheval jusque-là dans un piteux état, à l'image du siège de la société des courses hippiques, le centre équestre Emir-Abdelkader ou encore la légendaire jumenterie.

Enfin, à moins d'une semaine du coup d'envoi prévu mercredi prochain, toutes les conditions d'ordre organisationnel semblent réunies pour que Tiaret vive, quatre jours durant, au rythme d'une ambiance festive couronnée en clôture par une waâda devant incarner fidèlement l'hospitalité de la population locale.

Mourad Benameur

SÉTIF

Journée sans voiture

A l'occasion de la journée mondiale «une journée sans voiture» qui coïncide avec le 22 septembre de chaque année et dans le cadre de la concrétisation des orientations du haut commandement de la Direction générale de la Sûreté nationale pour organiser cette initiative à travers tout le territoire national dans sa première édition, les services de police de Sétif ont été engagés pour garantir le succès de cet événement, une occasion aussi d'initier une action de sensibilisation qui se veut préventive sur la recrudescence des accidents de la route ainsi que le problème des embouteillages dans les zones urbaines relevant de ses compétences territoriales, a-t-on appris du chargé de la communication de la Sûreté de wilaya de Sétif.

Ainsi et afin d'assurer le succès de cette initiative qui sera organisée aujourd'hui 22 septembre 2016 à travers les routes du chef-lieu ainsi qu'aux grandes villes et agglomérations de la wilaya, les services de police de la Sûreté de wilaya de Sétif ont invité tous les citoyens ainsi que les fonctionnaires des différentes entreprises publiques et des secteurs privés ou publics à participer à cette journée afin de contribuer à son succès en les sollicitant d'adapter l'idée du covoiturage, et d'utiliser les

moyens de transport en commun avec le stationnement des véhicules au niveau des parkings qui se trouvent en dehors des villes, en privilégiant le déplacement à pied durant cette journée.

Cette manifestation a pour objectif de favoriser la prise de conscience collective de la nécessité d'agir contre les nuisances générées par la croissance du trafic motorisé en milieu urbain.

Il ne s'agit pas seulement de lutter contre la pollution atmosphérique ou contre le



Photo : DR

bruit mais aussi d'améliorer la qualité de vie en ville.

Selon le chargé de la communication de la Sûreté de la wilaya de Sétif, les services de police de la capitale des Hauts-Plateaux ont mobilisé, à l'avance, tous les fonctionnaires de la corporation, en les invitant à limiter leur déplacement en voiture personnelle

ainsi que les véhicules administratifs en cette journée pour garantir le succès de cette initiative, sachant que ces mêmes services ont invité par communiqué les différents secteurs et administrations publics à suivre les mêmes procédures pour la réussite de cet événement.

Imed Sellami

BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

L'amiante : généalogie d'un désastre environnemental et sanitaire

L'amiante est le cancérigène présent dans l'environnement en général et professionnel en particulier qui occasionne le plus grand nombre de cas de cancers, au niveau de la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj.

Les Belges qui étaient les concepteurs de l'unité de production tuyaux de grand diamètre pour les évacuations des eaux usées ou pour les conduites de l'eau potable, ainsi que les plaques ondulées, (en amiante-ciment). En 1973 à Bordj-Bou-Arréridj, les Belges n'ont pas prévu dans le contrat qui les liait à la SNMC de l'époque l'enfouissement des déchets, pas plus d'ailleurs que leurs partenaires algériens.

Cette erreur fatale a été accompagnée dans les années suivantes d'une épidémie majeure de fibrose pulmonaire et de cancer du poumon. D'autres localisations de cancers dues à l'amiante ont été constatées par les CHU-Alger-Constantine-Oran-Blida.

Au niveau de la Cnas de Bordj-Bou-Arréridj le service prévention avait recensé les maladies suivantes — Asbestos vingt-deux cas, à fin 1999 — plaques pleurales 28 cas de

1990 à 1997 — cancers bronchiques primitifs 19 cas de 1991 à 1997 — insuffisances respiratoires diverses 534 cas de 1990 à 1997.

La Direction de la santé et de la population de l'époque avait aussi signalé des maladies émergentes, et des dangers de la pénétration dans le corps humain de nanoparticules, des maladies respiratoires graves et de nombreux cas de cancers. Face à cette catastrophe sanitaire, l'absence de volonté politique et d'initiatives pour que l'Etat trouve une solution définitive les citoyens continuent de mourir par les effets de l'amiante.

En effet, l'unité amianteciment lorsqu'elle était en activité dans les années 1975 à 2006, elle avait utilisé en moyenne 50 000 tonnes d'amiante par année, les déchets de production en amiante-ciment étaient de l'ordre de 25% soit 12 500 tonnes par année, et pendant 20 ans (1975 à 1995) d'activité

industrielle sinistre, les déchets étaient de l'ordre de 250 000 tonnes. Le plus grave est que ces déchets (amiante-ciment) ont été jetés à l'air libre aux 4 points cardinaux de la périphérie de la ville, ce qui mettait et met toujours en danger la santé de la population qui inhale les fibres d'amiante.

Sachant que les fibres d'amiante peuvent se déposer sur un rayon de 47 km, que les niveaux de concentration des fibres peuvent être dangereux quand ils sont de l'ordre de 25f/ml (fibres par millilitre d'air dans l'atmosphère), il y a lieu de s'alarmer outre mesure d'autant plus qu'aucune étude du taux de pollution dans l'atmosphère ou en milieu professionnel n'a été faite.

Cette ex-unité d'amiante-ciment du temps de son activité, n'a pas étendu son ombre sinistre uniquement sur la ville de Bordj-Bou-Arréridj, mais aussi et plus particulièrement sur les unités agroalimentaires installées pas très loin, sans oublier la SN Sempac (minoterie) distante de l'unité amianteciment d'à peine 2 000 mètres.

Pour avoir une idée claire sur cette problématique de l'amiante et de son cortège moribond, plusieurs responsables de l'environnement depuis 30 ans à l'échelle nationale ou locale, n'ont daigné trouver une réponse définitive au problème de l'amiante et ses dangers sur la santé. A ce titre en 1996, un bureau spécialisé a réalisé une étude pour la Direction de l'environnement de l'époque. L'étude en question portait sur le choix du site et les techniques appropriées pour l'enfouissement des déchets, le projet en question a été placardisé à ce jour.

Il est à signaler que 30 000 tonnes sont à ce jour entreposées sur le site de l'unité ERCE, cette dernière est fermée depuis 2006, son matériel bradé, le terrain de 20 hectares a été attribué à quelques investisseurs, cependant les déchets en amiante-ciment demeurent toujours sur le terrain de l'usine. Il appartient à l'Etat de protéger les citoyens par sa capacité de surveillance et de contrôle, sans cela, les victimes continueront à mourir tous les ans.

Ayachi Salah-Eddine